

# Genossenschaften für die Solidarwirtschaft?



Die Solidarwirtschaft (Ecosol), also auch Unternehmen dieses Wirtschaftsraums, legt sein Hauptinteresse auf das Wohlergehen der ganzen Gesellschaft und nicht nur einiger Mitglieder.

## Jos Degrand, OPE

Die ILO (International Labour Organization) empfiehlt seit 2002 einen genossenschaftlichen Aufbau für eine menschenwürdige Arbeit.

Die Genossenschaften entstanden im 19. Jahrhundert, als Arbeiter, Bauern und Handwerker in Armut und extremer Ausbeutung lebten. Diese neue Unternehmensform rückte die Bedürfnisse der Mitglieder in den Mittelpunkt des Unternehmensinteresses.

Der Gewinn musste dazu genutzt werden, die Mitglieder zu bezahlen und vor allem dazu, ihn wieder in den Ausbau der Aktivitäten und das Wohlergehen der Mitglieder zu investieren.

## Die heutigen Genossenschaften

Seit der industriellen Revolution sind die Arbeiter-Genossenschaften zum Symbol für die Werte der Sozialwirtschaft geworden. Aber die heutige wirtschaftliche Realität hat vor allem die großen Genossenschaften eingeholt. Sie haben große Mühe, die ihre Prinzipien in einem Umfeld zu wahren, das von einem äußerst harten Wettbewerb geprägt ist. So versuchen einige ihre Gründerprinzipien zu umgehen, indem sie Filialen aufbauen, die nicht mehr unter das genossenschaftliche System fallen.

Kann die Genossenschaft als Modell für das Statut eines solidarwirtschaftlichen Unternehmens dienen? Auf den ersten Blick könnte man glauben, dass dieses Unternehmensmodell an die Solidarwirtschaft (SW) angepasst ist. Ein Großteil der theoretischen Prinzipien entspricht den Anforderungen der SW. Die Genossenschaften stellen jedoch hauptsächlich ihre Mitglieder in den Mittelpunkt ihres Interesses.

Die wirtschaftlichen Aktivitäten der SW dagegen haben priorität die Förderung des Wohlbefindens der ganzen Gesellschaft als

## Die ganze Gesellschaft ist zu begünstigen

Die wirtschaftlichen Aktivitäten der SW dagegen haben priorität die Förderung des Wohlbefindens der ganzen Gesellschaft als

Ziel, indem sie einen vollwertigen 3. Wirtschaftsraum zu erschaffen versucht.

Ein besser angepasstes Statut für die Solidarwirtschaft?

Sollte man also versuchen, das Statut der Genossenschaften in einer solchen Form weiterzuentwickeln, die der SW angepasst ist?

Oder sollte man sich neu orientieren und Vorschläge für ein Statut ausarbeiten, die auf den eigentlichen Ideen der SW fußen, wie zum Beispiel die AIC (Vereinigung kollektiven Interesses). Im augenblicklichen Kontext der Verhandlungen über das Statut der Vereinigungen scheint dies eine wichtige Frage zu sein, die es weiterzuverfolgen gilt.

Mehr Infos:

<http://social.un.org/coop-year/index.html> - Das Internationale Jahr der Genossenschaften

<http://www.aic.lu> - Vorschlag für ein Statut einer gemeinnützigen Vereinigung

## DIE 7 GENOSSENSCHAFTLICHEN PRINZIPIEN

Eine Erklärung zur genossenschaftlichen Identität ist Ende des 19. Jahrhunderts offiziell in der IGB-Charta (Internationaler Genossenschaftsbund) festgelegt worden. Darin sind 7 Prinzipien definiert, die auf den Gründungswerten basieren: die freiwillige und für jeden offene Mitgliedschaft, das von den Mitgliedern ausgeübte demokratische Mandat, die wirtschaftliche Beteiligung der Mitglieder, die Eigenständigkeit und Unabhängigkeit der Genossenschaft, die Bildung, Ausbildung und Information der Mitglieder, die Zusammenarbeit der Genossenschaften untereinander und das Engagement gegenüber der Gesellschaft.

Tous ensemble ...

## Pour un changement de l'ordre économique!

Le Mouvement écologique, avec quelques partenaires, vient d'organiser deux conférences sur la thématique de la croissance. Deux éminents professeurs (Hans Holzinger et Uwe Schneidewind) ont exposé leurs thèses devant, à chaque fois, une bonne centaine de participants.

Il y a maintenant de plus en plus de scientifiques qui développent une argumentation pour dépasser le seul avenir possible de nos sociétés par le prisme de la croissance, fusse-t-elle durable ou verte. Ils ne fréquentent pas encore les allées, ni les conseillers des pouvoirs en place!

Remettre en cause le dogme de la croissance c'est ouvrir une perspective de refonte globale du système économique. C'est ce que portent les réseaux d'économie solidaire aux niveaux européen et international avec, il est vrai, peu de succès aujourd'hui dans leur capacité à faire évoluer globalement ce système en de-

hors de leurs pratiques entrepreneuriales. Il est indiscutable que seule de larges stratégies d'alliances entre acteurs du mouvement social permettront de faire évoluer significativement les choses.

Avec les mouvements écologiques en tout premier lieu, parce que la biodiversité est menacée, les ressources de la planète ne sont pas illimitées et les désirs de développement des pays émergents vont mettre dans le rouge tous les voyants écologiques.

Avec les syndicats également, car le capitalisme repose sur le rapport de force entre détenteurs du capital et travailleurs.

Avec les mouvements altermondialistes qui font rempart à la financiarisation de l'économie et à la privatisation du vivant.

Avec les mouvements de femmes parce que cette thématique transcende toutes les autres.

Avec les mouvements de solidarité internationale, parce que le dogme de la croissance fonctionne sur l'exploitation des ressources et des peuples avec des

dominants et des dominés.

Avec les mouvements de paix, pour lutter contre toutes les violences du système.

Avec les mouvements d'éducation populaire et d'éducation citoyenne car le changement ne passe que par la capacité individuelle et collective des individus à s'émanciper.

Avec tous les mouvements qui croient en des valeurs humanistes.

L'économie solidaire a vocation à faire du lien entre tous ces mouvements. Elle doit pour cela dépasser ses propres limites, à commencer par renforcer son corpus théorique et développer des travaux entamés par des auteurs précurseurs comme Karl Polanyi, qui en 1944, dans „la grande transformation“, soutenait que l'économie de marché libre est une construction socio-historique et non un trait de la nature humaine. Il s'opposait en cela à l'idée sur laquelle repose aujourd'hui la quasi totalité des politiques économiques euro-

péennes, à savoir qu'il existe un marché économique spontané entravé par les interventions de l'Etat. Actuellement des auteurs comme Christian Arnspurger, qui était intervenu l'an dernier à

l'Institut d'études européennes et Internationales du Luxembourg, travaillent sur la transition du capitalisme au post capitalisme. Pour autant, comme l'a dit Xavier Ricard (ONG CCFD) lors du colloque du RIUESS à l'Université de Luxembourg en 2010, „on ne peut réduire les enjeux programmatiques de l'économie solidaire à un débat sur la transition économique. Elle doit être un projet interculturel comportant un débat sur les finalités de la vie humaine“.

„Parce que la crise actuelle est avant tout une crise démocratique“ selon le professeur Eric Dacheux (membre d'INEES). „Le suffrage universel est neutralisé par une superclasse qui oriente la décision publique“, écrit Christophe Deloire dans „Circus politiques“.

C'est pourquoi on s'indignera, avec Stéphane Hessel, pour demander „la démocratie maintenant“ et tous ensemble. Mais cela implique pour chaque mouvement de sortir de sa petite logique boutique de défense de ses intérêts particuliers. C'est tout le mérite du Mouvement écologique que de contribuer à faire bouger (un peu) les lignes.

Parce que si on n'y arrive pas, pendant ce temps là en juin à Rio-20 à la conférence de l'ONU sur le développement durable, les Etats continueront à passer quelques petits arrangements entre eux pour que surtout rien ne bouge.

Eric Lavillunière

Diese Seite wird redaktionell vom Europäischen Institut für Solidarwirtschaft (INEES) und von Objectif Ineem (OPE) erstellt.